

1983, chapitre 33  
**LOI SUR L'ACCRÉDITATION ET LE FINANCEMENT  
DES ASSOCIATIONS D'ÉLÈVES OU D'ÉTUDIANTS**

---

**Projet de loi 32**

présenté par M. Camille Laurin, ministre de l'Éducation

Première lecture le 31 mai 1983

Deuxième lecture le 16 juin 1983

Troisième lecture le 22 juin 1983

**Sanctionné le 23 juin 1983**

---

**Entrée en vigueur: le 23 juin 1983**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)







## CHAPITRE 33

Loi sur l'accréditation et le financement  
des associations d'élèves ou d'étudiants

[Sanctionnée le 23 juin 1983]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### CHAMP D'APPLICATION

Application  
de la loi

**1.** La présente loi s'applique à tout élève ou étudiant inscrit dans un établissement d'enseignement visé à l'article 2.

Établisse-  
ments  
d'enseigne-  
ment

**2.** Sont des établissements d'enseignement au sens de la présente loi:

1° les collèges d'enseignement général et professionnel institués en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);

2° l'Université du Québec ainsi que ses universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures;

3° les établissements d'enseignement de niveau universitaire dont au moins la moitié des dépenses de fonctionnement sont payées sur les crédits apparaissant aux prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée nationale;

4° les établissements d'enseignement de niveau collégial déclarés d'intérêt public ou reconnus aux fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);

5° les établissements d'enseignement de niveau collégial ou universitaire régis par la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10);

6° leurs composantes, savoir chaque campus ou, dans les établissements d'enseignement de niveau universitaire, chaque faculté, école, département ou institut, ainsi que chaque famille ou module au sens des règlements généraux adoptés en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1);

7° tout autre établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire déterminé par règlement du gouvernement.

Entrée en  
vigueur

Un règlement adopté en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa entre en vigueur le dixième jour après sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

Interpréta-  
tion

**3.** Pour l'application de la présente loi, une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants est un organisme qui a pour fonctions principales de représenter respectivement les élèves ou étudiants ou les associations d'élèves ou d'étudiants et de promouvoir leurs intérêts, notamment en matière d'enseignement, de pédagogie, de services aux élèves ou étudiants et d'administration de l'établissement d'enseignement.

## CHAPITRE II

### ASSOCIATIONS OU REGROUPEMENTS D'ASSOCIATIONS D'ÉLÈVES OU D'ÉTUDIANTS

Droit  
d'association

**4.** Dans un établissement d'enseignement, tout élève ou étudiant a le droit de faire partie d'une association d'élèves ou d'étudiants de son choix. Il a de plus le droit de participer à la formation de cette association, à ses activités et à son administration.

Regroupe-  
ment  
d'associa-  
tions

**5.** Les associations d'élèves ou d'étudiants qui existent dans un établissement d'enseignement peuvent former un regroupement d'associations.

## CHAPITRE III

### ACCREDITATION

#### SECTION I

##### DROIT D'ACCREDITATION

Accrédita-  
tion  
d'associa-  
tions

**6.** A droit à l'accréditation l'association d'élèves ou d'étudiants qui, lors de sa demande d'accréditation:

1° est incorporée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);

2° a obtenu, lors d'un vote au scrutin secret, la majorité des voix des élèves ou étudiants qui votent, à condition que cette majorité représente au moins 25% des élèves ou étudiants qui, lors du vote, sont inscrits dans l'établissement d'enseignement concerné.

Majorité de voix

Toutefois, lorsque, dans un même établissement d'enseignement et au cours de la même période de scrutin, plusieurs associations demanderesse obtiennent chacune la majorité d'élèves ou d'étudiants requise par le paragraphe 2°, seule celle qui a recueilli le plus grand nombre de voix a droit à l'accréditation.

Accréditation de regroupements d'associations

**7.** A droit à l'accréditation le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants qui, lors de sa demande d'accréditation:

1° est incorporé en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies;

2° a obtenu l'adhésion, au moyen d'une résolution de chaque conseil d'administration, de plus de la moitié des associations accréditées ou reconnues au sens de l'article 56 et qui, ensemble, représentent plus de 50% des élèves ou étudiants de l'établissement concerné.

Limite

**8.** Il ne peut être accrédité qu'une seule association d'élèves ou d'étudiants par établissement d'enseignement.

Limite

**9.** Il ne peut être accrédité qu'un seul regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants par établissement d'enseignement formé de composantes visées au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 2.

Conditions

**10.** Une association d'élèves ou d'étudiants représentant les élèves ou étudiants de plusieurs établissements d'enseignement ne peut être accréditée que si ces derniers sont des composantes d'un même établissement d'enseignement.

Conditions

Pareillement, un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants auquel adhèrent des associations d'élèves ou d'étudiants de plusieurs établissements d'enseignement ne peut être accrédité que si ces derniers sont des composantes d'un même établissement d'enseignement.

## SECTION II

### PROCÉDURE D'ACCRÉDITATION

Date du scrutin

**11.** Sauf le scrutin ordonné en vertu de l'article 24 ou de l'article 41, tout scrutin tenu par une association d'élèves ou d'étudiants en vue de son accréditation doit avoir lieu pendant le mois d'octobre ou celui de février.

Avis du  
scrutin

**12.** Toute association d'élèves ou d'étudiants qui entend tenir un scrutin en vue de son accréditation doit, au plus tard le septième jour précédant le jour du scrutin, transmettre à un agent d'accréditation nommé en vertu de l'article 19 un avis indiquant le lieu, la date et l'heure du scrutin.

Date de  
transmission  
de l'avis

Toutefois, cet avis doit être transmis au plus tard le 10 octobre ou le 10 février, selon que le scrutin a lieu pendant l'un ou l'autre mois.

Devoirs de  
l'agent  
d'accrédita-  
tion

L'agent d'accréditation s'assure alors de l'efficacité et de la régularité du scrutin. À cette fin, il peut prescrire les procédures à suivre pour la tenue du scrutin.

Demande  
écrite  
d'accrédita-  
tion

**13.** L'accréditation est demandée par une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants au moyen d'une demande écrite adressée à un agent d'accréditation.

Limite

**14.** Une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants ne peut faire qu'une demande d'accréditation entre le 1<sup>er</sup> juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante.

Délai

**15.** Pour être recevable, la demande d'accréditation d'une association d'élèves ou d'étudiants doit être faite dans les 15 jours qui suivent le mois d'octobre ou celui de février, selon que le scrutin a eu lieu pendant l'un ou l'autre mois.

Parties  
intéressées

**16.** Lors d'une demande d'accréditation, sont seuls parties intéressées quant au caractère représentatif d'une association ou d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants, tout élève ou étudiant, toute association ou tout regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement d'enseignement concerné.

Décision  
écrite

**17.** L'agent d'accréditation doit rendre par écrit sa décision motivée d'accorder ou de refuser l'accréditation, dans les 15 jours qui suivent l'expiration de la période de recevabilité prévue à l'article 15 ou, dans le cas d'une demande d'accréditation faite par un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants, dans les 15 jours qui suivent la date de cette demande.

Transmis-  
sion de la  
décision

L'agent transmet sans délai sa décision à l'association ou au regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants visé, de même qu'à l'établissement d'enseignement concerné.

Affichage de  
la décision

**18.** Dès la réception de la décision de l'agent d'accréditation, l'établissement d'enseignement doit l'afficher dans au moins trois endroits bien en vue des élèves ou étudiants, accompagnée d'un avis informant les intéressés qu'ils peuvent appeler de cette décision et précisant les délais pour le faire.

## SECTION III

## AGENTS D'ACCREDITATION

Nomination  
des agents  
d'accrédita-  
tion

**19.** Le ministre de l'Éducation nomme, parmi les fonctionnaires de son ministère, des agents d'accréditation chargés d'accréditer les associations ou les regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants.

Devoirs

Plus particulièrement, les agents d'accréditation s'assurent du droit à l'accréditation des associations ou des regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants qui demandent l'accréditation, ainsi que de l'efficacité et de la régularité de la procédure d'accréditation.

Renseigne-  
ments exigés

**20.** Sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30), l'agent d'accréditation peut exiger tout renseignement et examiner tout document nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

## SECTION IV

## ANNULATION DE L'ACCREDITATION

Vérification

**21.** Sur demande d'au moins 25 élèves ou étudiants représentés par une association d'élèves ou d'étudiants accréditée ou de l'établissement d'enseignement où existe cette association, faite plus de 12 mois après l'accréditation de cette association, l'agent d'accréditation doit vérifier si cette association existe encore.

Vérification

Dans le cas d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, cette vérification a lieu lorsqu'elle est demandée, plus de 12 mois après l'accréditation de ce regroupement, par le tiers des associations adhérentes ou par l'établissement d'enseignement où existe ce regroupement.

Vérification

**22.** Sur demande d'au moins 25% des élèves ou étudiants représentés par une association accréditée, faite plus de 12 mois après l'accréditation de cette association, l'agent d'accréditation doit vérifier si cette association détient toujours la majorité requise par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6.

Vérification

Dans le cas d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, cette vérification a lieu lorsqu'elle est demandée, plus de 12 mois après l'accréditation de ce regroupement, par la moitié des associations adhérentes qui, ensemble, représentent plus de 50% des élèves ou étudiants de l'établissement concerné.

Nombre de  
demandes de  
vérification

**23.** Il ne peut être faite qu'une seule demande de vérification en vertu de l'article 21 entre le mois de septembre d'une année et le mois de juin de l'année suivante.

Nombre de demandes de vérification Il en va de même à l'égard d'une demande de vérification faite en vertu de l'article 22.

Vote au scrutin secret **24.** Dès la réception d'une demande faite en vertu de l'article 22, l'agent d'accréditation ordonne à l'association visée de tenir un vote au scrutin secret. Il peut prescrire toute procédure pour la tenue de ce scrutin.

Résolution Si la demande vise un regroupement, il ordonne à celui-ci d'obtenir, dans le délai qu'il fixe, du conseil d'administration de chaque association adhérente une nouvelle résolution confirmant son adhésion.

Décision écrite **25.** L'agent d'accréditation doit rendre par écrit sa décision motivée d'annuler ou de ne pas annuler l'accréditation, dans les 15 jours qui suivent la date de la demande faite en vertu de l'article 21 ou, dans le cas d'une demande faite en vertu de l'article 22, dans les 15 jours qui suivent le jour du scrutin ou, selon le cas, l'expiration du délai qu'il fixe pour l'obtention des résolutions.

Transmission de la décision Il transmet sans délai sa décision à l'association ou au regroupement visé, de même qu'à l'établissement d'enseignement concerné. L'article 18 s'applique à cette décision.

## SECTION V

### EFFETS DE L'ACCRÉDITATION

Présomption d'adhésion **26.** Dans un établissement d'enseignement, tout élève ou étudiant représenté par une association d'élèves ou d'étudiants accréditée ou toute association d'élèves ou d'étudiants représentée par un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, est réputé membre, selon le cas, de cette association ou de ce regroupement.

Continuation d'adhésion Il demeure membre de cette association ou, selon le cas, de ce regroupement lors même que celui-ci cesse d'être accrédité ou de le représenter.

Dispositions applicables Il peut notamment exercer à l'égard de cette association ou, selon le cas, de ce regroupement les droits qu'attribue la Loi sur les compagnies aux membres d'une corporation constituée en vertu de la Partie III, ainsi que les droits qu'accordent la charte et les règlements de l'association ou du regroupement à ses membres.

Refus d'adhésion Toutefois, le présent article ne s'applique pas à un élève ou à un étudiant qui signifie par écrit à l'association qui le représente son refus d'y adhérer.

Obligations **27.** Toute association d'élèves ou d'étudiants ou tout regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants est tenu, à l'égard des élè-



ves ou étudiants qu'elle représente ou, selon le cas, des associations qui en sont membres en vertu de l'article 26, aux mêmes obligations que celles qu'impose la Loi sur les compagnies à une corporation constituée en vertu de la Partie III à l'égard de ses membres, ou que celles que lui imposent sa charte et ses règlements à l'égard de ses membres.

Reconnais-  
sance de  
l'association

**28.** L'établissement d'enseignement doit reconnaître l'association ou le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité comme le représentant, selon le cas, de tous les élèves ou étudiants ou de toutes les associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement.

Local et  
mobilier

**29.** L'établissement d'enseignement doit fournir gratuitement à l'association ou au regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité un local et un mobilier.

Tableaux  
d'affichage

En outre, il doit mettre gratuitement à sa disposition des tableaux d'affichage et des présentoirs.

Libre accès  
au local

**30.** L'établissement d'enseignement doit, pendant les heures d'ouverture de l'établissement, garantir aux membres du conseil d'administration d'une association ou d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité le libre accès au local fourni à cette association ou à ce regroupement.

Liste des  
élèves

**31.** L'établissement d'enseignement doit, si une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité en fait la demande, lui fournir la liste des élèves ou étudiants de l'établissement.

Nomination  
d'élèves

**32.** L'association ou le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité peut, seul, nommer les élèves ou étudiants qui, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une charte ou d'une entente, sont appelés à siéger ou à participer comme représentants des élèves ou étudiants à divers conseils, commissions, comités ou autres organismes existant dans l'établissement.

## SECTION VI

### APPEL

#### § 1.—Comité d'accréditation

Institution

**33.** Est institué le « Comité d'accréditation ».

Composition

**34.** Le Comité se compose de cinq membres nommés par le ministre de l'Éducation, dont trois élèves ou étudiants nommés après consultation d'associations ou de regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants; parmi ces élèves ou étudiants, au moins un doit provenir du milieu collégial et un autre du milieu universitaire.

|                                |   |
|--------------------------------|---|
| Président et secrétaire        | Les membres du Comité désignent parmi eux un président et un secrétaire.  |
| Mandat                         | <b>35.</b> Les membres du Comité sont nommés pour au plus deux ans.   |
| Fonction continuée             | À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau. Leur mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.   |
| Vacance                        | Toute vacance parmi les membres du Comité est comblée, dans les 60 jours, selon le mode de nomination prévu à l'article 34.   |
| Allocation de dépenses         | <b>36.</b> Les membres du Comité ne sont pas rémunérés. Ils ont toutefois droit, dans la mesure prévue par règlement du gouvernement et sur présentation des pièces justificatives, à une allocation de dépenses destinée à rembourser les frais raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.   |
| Entrée en vigueur              | Un règlement adopté en vertu du premier alinéa entre en vigueur le dixième jour après sa publication à la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.  |
| Siège du secrétariat           | <b>37.</b> Le secrétariat du Comité est situé à l'endroit déterminé par le ministre de l'Éducation. Un avis de la situation ou de tout déplacement du secrétariat est publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i> .   |
| Quorum                         | <b>38.</b> Le Comité siège au nombre minimal de trois membres dont au moins un ne doit pas être un élève ou un étudiant.  |
| Lieu des séances               | Il peut siéger à tout endroit au Québec.  |
| Fonctions                      | <b>39.</b> Le Comité a pour fonction principale de disposer, en appel, de toute décision d'un agent d'accréditation accordant, annulant ou refusant d'accorder ou d'annuler l'accréditation d'une association ou d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants.  |
| Décision confirmée ou infirmée | <b>40.</b> Le Comité siégeant en appel peut confirmer ou infirmer toute décision qui lui est soumise et, dans ce dernier cas, rendre la décision qui lui paraît juste et conforme à la loi.   |
| Dispositions applicables       | <b>41.</b> Le Comité est investi, pour l'exercice de ses fonctions, des pouvoirs accordés à l'agent d'accréditation par l'article 20.   |
| Vote ordonné                   | Il peut, si l'appel concerne une demande faite en vertu de l'article 22, ordonner à une association d'élèves ou d'étudiants de tenir un vote au scrutin secret, ou à un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants d'obtenir, dans le délai qu'il fixe, du conseil d'administration de chaque association adhérente une nouvelle résolution confirmant son adhésion. |

§ 2.—*Procédure d'appel*

**Appel**            **42.** Seuls peuvent appeler d'une décision de l'agent d'accréditation:

1° en matière d'octroi ou de refus d'accréditation, tout élève ou étudiant, toute association ou tout regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement d'enseignement concerné;

2° en matière d'annulation ou de refus d'annulation d'accréditation, tout élève ou étudiant, toute association ou tout regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants ou, selon le cas, tout établissement d'enseignement ayant fait une demande de vérification prévue à l'article 21 ou à l'article 22.

**Demande écrite**            **43.** L'appel est formé par le dépôt au secrétariat du Comité d'une demande écrite à cet effet, dans les 15 jours qui suivent la date de la décision contestée.

**Contenu**                La demande doit exposer brièvement les motifs sur lesquels elle s'appuie. Le secrétaire la transmet sans délai aux parties intéressées, dont l'agent d'accréditation qui a rendu la décision portée en appel.

**Exécution non suspendue**            Le dépôt d'une demande d'appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel, à moins que le Comité n'en décide autrement.

**Impossibilité de siéger**            **44.** Un membre du Comité ne peut siéger en appel d'une décision qui concerne une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement d'enseignement où il est inscrit ou employé.

**Observations des parties intéressées**            **45.** Le Comité doit, avant de rendre sa décision, donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations.

**Délai**                **46.** Le Comité doit entendre l'appel et rendre par écrit sa décision motivée dans les 45 jours du dépôt de la demande.

**Délai**                Toutefois, s'il ordonne à une association d'élèves ou d'étudiants de tenir un scrutin ou s'il exige d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants l'obtention de nouvelles résolutions, sa décision doit être pareillement rendue dans les 15 jours qui suivent le jour du scrutin ou, selon le cas, l'expiration du délai qu'il fixe pour l'obtention de ces résolutions.

**Décision**            Le secrétaire du Comité transmet cette décision sans délai aux parties intéressées.

## SECTION VII

## DISPOSITIONS PRIVATIVES

Recours  
prohibés

**47.** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre un agent d'accréditation ou le Comité d'accréditation agissant en leur qualité officielle.

Disposition  
non  
applicable

**48.** Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du Code de procédure civile ne s'applique ni à la personne ni à l'organisme visés à l'article 47 agissant en leur qualité officielle.

## CHAPITRE IV

## AIDE À L'ACCRÉDITATION

Consultation  
et scrutin

**49.** L'établissement d'enseignement doit faciliter la tenue de toute consultation et de tout scrutin que peut nécessiter l'accréditation d'une association ou d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants.

Ressources  
matérielles

Il doit fournir à ce dernier les ressources matérielles nécessaires à cette fin, notamment la liste des élèves ou étudiants de l'établissement, un local, des tableaux d'affichage et des présentoirs.

Prêt des  
sommes  
nécessaires

**50.** Sur demande d'une association d'élèves ou d'étudiants qui a obtenu, lors d'un scrutin tenu conformément à la section II du chapitre III, la majorité requise par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6, ou sur demande d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants qui a obtenu les adhésions requises par le paragraphe 2° de l'article 7, l'établissement d'enseignement doit prêter à cette association ou, selon le cas, à ce regroupement les sommes nécessaires au paiement des dépenses que requiert son incorporation.

Cotisations  
appliquées  
au paiement  
des dettes

**51.** Lorsqu'une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants à qui des sommes ont été prêtées en application de l'article 50 ne rembourse pas les sommes empruntées dans les délais et aux conditions convenus, l'établissement d'enseignement qui a prêté ces sommes peut appliquer au paiement de cette dette toute cotisation qu'il perçoit par la suite pour le compte de l'association ou du regroupement emprunteur.

## CHAPITRE V

## COTISATION

Cotisation

**52.** Pour le financement de ses activités, l'association ou le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité peut, par

règlement approuvé par la majorité des voix des élèves ou étudiants qui votent lors d'une assemblée spéciale ou d'un référendum tenu à cette fin, fixer une cotisation que doit payer chaque élève ou étudiant représenté, selon le cas, par cette association ou par une association elle-même représentée par ce regroupement.

Cotisation  
remboursa-  
ble

Ce règlement doit prévoir si la cotisation est remboursable ou non et, le cas échéant, dans quels cas et à quelles conditions elle peut être remboursée.

Cotisation  
lors de  
l'inscription

**53.** Lorsque la demande en est faite par l'association ou le regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité au plus tard le trentième jour précédant le premier jour fixé pour l'inscription, l'établissement d'enseignement doit percevoir, lors de l'inscription d'une personne, la cotisation fixée par cette association ou ce regroupement.

Paiement de  
la cotisation

**54.** Toute personne doit, pour être inscrite dans un établissement d'enseignement où existe une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité, payer la cotisation fixée par cette association ou ce regroupement.

Versement  
des sommes  
perçues

**55.** L'établissement d'enseignement doit, dans les 30 jours qui suivent le dernier jour fixé pour l'inscription, verser à l'association ou au regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité qui y a droit les sommes perçues en application de l'article 53.

Cotisation  
pour associa-  
tion non  
accréditée

**56.** Lorsqu'il n'existe pas d'association ou de regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité dans un établissement d'enseignement, ce dernier peut, lors de l'inscription d'une personne, percevoir la cotisation fixée par une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants non accrédité mais que l'établissement reconnaît comme le représentant, selon le cas, de tous les élèves ou étudiants ou de toutes les associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement.

Modalités

Dans ce cas, la perception et le versement des cotisations s'effectuent selon les modalités dont ils conviennent.

## CHAPITRE VI

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Dispositions  
inconciliables

**57.** Toute disposition générale ou spéciale qui est inconciliable avec une disposition de la présente loi est sans effet.

c. C-29, a.  
24, mod.

**58.** L'article 24 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Rétribution  
prohibée « Sous réserve de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (1983, chapitre 33), un collège ne peut exiger aucune autre rétribution ni le paiement d'autres frais si ce n'est en vertu de règlements qu'il adopte à cette fin et qui sont approuvés par le ministre. ».

Droit à  
l'accrédita-  
tion **59.** Malgré les articles 6 et 7, une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants formé avant le 23 juin 1983 a le droit d'être accrédité s'il satisfait aux conditions suivantes:

1° être incorporé en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies;

2° avoir reçu des cotisations perçues par l'établissement d'enseignement;

3° être, selon le cas, la seule association qui représente les élèves ou étudiants de l'établissement d'enseignement, ou le seul regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants qui représente les associations d'élèves ou d'étudiants de l'établissement.

Demande  
écrite **60.** Pour être recevable, la demande d'accréditation fondée sur l'article 59 doit être faite par écrit à un agent d'accréditation, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Vérification  
de la  
demande **61.** Dès la réception d'une demande d'accréditation fondée sur l'article 59, l'agent d'accréditation vérifie les déclarations contenues dans la demande et, s'il juge que les exigences établies dans cet article sont satisfaites, accorde l'accréditation.

Perception  
de la  
cotisation **62.** Malgré l'article 53, un établissement d'enseignement doit, sur demande d'une association ou d'un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants accrédité en vertu des articles 59 à 61, percevoir, dans les dix jours de cette demande, la cotisation fixée par cette association ou ce regroupement.

Versement  
des sommes  
perçues L'établissement doit, dans les dix jours qui suivent la perception de la cotisation, verser à l'association ou au regroupement qui y a droit les sommes perçues en application du premier alinéa.

Effet Le présent article cesse d'avoir effet le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Rapport **63.** Le Comité d'accréditation transmet au ministre de l'Éducation, au plus tard le 30 septembre de chaque année, un rapport portant sur son activité et sur l'application de la présente loi pour l'année scolaire précédente.

Recommen-  
dations et  
avis Il peut en outre présenter au ministre des avis ou des recommandations sur toute question concernant l'application de la présente loi.



Dépôt du  
rapport

Le ministre dépose ce rapport et, le cas échéant, les avis ou recommandations du Comité à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Ministre  
responsable

**64.** Le ministre de l'Éducation est responsable de l'application de la présente loi.

Effet  
d'exception

**65.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur

**66.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.